



## L'ascension et le déclin des Néo-Conservateurs

Par [Jim Lobe](#) et [Michael Flynn](#)

Mondialisation.ca, 21 mars 2007

[Rightweb](#) 17 novembre 2006

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#), [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [IRAK](#)

Un petit groupe d'hommes résolus est parvenu à déterminer la politique étrangère des USA en utilisant le 11 septembre pour mettre en oeuvre leur programme longuement mûri qui – croyaient-ils – devait assurer la suprématie américaine et israélienne sur le Moyen Orient. Du refus du processus de Paix d'Oslo, jusqu'à l'invasion de l'Irak, en passant par le rêve d'un « siècle américain », Jim Lobe retrace l'histoire de la folie néoconservatrice qui s'est emparée des USA, et des désastres auxquels elle a conduit.



Karl Rove, Richard Perle, Donald Rumsfeld

Le 20 septembre 2001, seulement neuf jours après les attaques d'Al-Qaida aux Etats-Unis, le Projet pour le Nouveau Siècle Américain (Project for the New American Century- [PNAC](#)), alors obscur think tank néoconservateur à Washington, dont le siège est situé dans le même bâtiment que le plus célèbre American Enterprise Institute ([AEI](#)), publiait une lettre ouverte au Président George W. Bush préconisant un certain nombre de mesures que l'administration devrait prendre dans sa « guerre contre le terrorisme » récemment déclarée. La lettre, publiée dans le Washington Times et le Weekly Standard, incitait à l'action militaire pour évincer les Talibans en Afghanistan et « capturer ou tuer » Oussama Ben Laden, les deux recommandations étant largement soutenues par pratiquement tous les leaders politiques des États-Unis.

Mais les suggestions du groupe ne s'arrêtaient pas là – en fait, le PNAC avait un nombre ambitieux de cibles supplémentaires à l'esprit, qui n'avaient que peu ou pas de liens avec la réalité des attaques terroristes. La lettre réclamait notamment, un changement de régime en Irak, « même si les preuves ne relient pas l'Irak directement à l'attaque. » La lettre proposait également de prendre « des mesures de représailles appropriées » contre l'Iran et la Syrie s'ils refusaient de se conformer aux exigences des États-Unis d'arrêt du soutien au Hezbollah du Liban ; arguait du fait que Washington devait mettre fin à l'aide à l'autorité palestinienne à moins qu'elle n'arrête immédiatement l'Intifada en cours contre l'occupation d'Israël ; et réclamait une « augmentation importante » des dépenses de défense pour poursuivre la guerre contre la terreur. Certains des signataires de la lettre – notamment, l'ancien directeur de la CIA [James Woolsey](#), et l'éditorialiste du magazine néoconservateur Commentary, [Norman Podhoretz](#) – ont bientôt appelé cette nouvelle guerre la « IVème guerre mondiale. » Ce programme ahurissant était soutenu par une quarantaine de membres influents de l'élite politique et de personnalités. Le groupe était composé essentiellement de néoconservateurs, mais incluait également un leader de la droite

chrétienne, quelques nationalistes agressifs de droite, et quelques interventionnistes libéraux pro-israéliens liés au Parti Démocrate.

Après un peu plus de six mois, le PNAC a publié une lettre de relance le 3 avril 2002. Cette deuxième lettre s'est concentrée en grande partie sur la politique des États-Unis concernant le conflit Israélo-Palestinien. Le Président du PNAC [William Kristol](#), rédacteur au Weekly Standard et néoconservateur éminent, a rassemblé les signatures de 34 acteurs politiques, des alter ego intellectuels, y compris une bonne partie des membres du Bureau de la Politique de Défense [Defense Policy Board (DPB)] du chef du Pentagone [Donald Rumsfeld](#). L'un des signataires notable était [Richard Perle](#), qui en plus d'être le Président de DPB, un membre de l'AEI, et le commanditaire de Washington en chef d'[Ahmed Chalabi](#), est également un des néoconservateurs les plus puissants de sa génération. La lettre invitait George W. Bush à abandonner tous les liens avec l'organisation de libération de la Palestine (OLP) dirigée par Yasser Arafat et à « assurer un appui total à Israël en tant que pays cherchant à éradiquer le réseau terroriste qui menace quotidiennement les vies des citoyens israéliens. » La lettre disait : « M. le Président, la politique des États-Unis ne peut plus recommander, et encore moins presser, Israël de continuer ses pourparlers avec Arafat, pas plus que nous ne serions disposés à subir des pressions en vue de pourparlers avec Oussama Ben Laden ou le mollah Omar. » Elle ajoutait : Le « combat d'Israël contre le terrorisme est notre combat. La victoire d'Israël est une partie importante de notre victoire. » Pour faire bonne mesure, la lettre a réitéré l'appel du PNAC « pour chasser Saddam Hussein du pouvoir. »

Un peu plus d'un an après la publication de ces lettres, l'agenda du PNAC semblait progresser rapidement. Non seulement les Talibans et ses alliés d'Al-Qaida avaient été évincés d'Afghanistan en décembre 2001, mais l'administration Bush avait également en juin 2002 renversé le cours de la politique menée de longue date par les États-Unis sur le problème israélo-palestinien et arrêté tout contact avec l'OLP d'Arafat, déclarant que Washington aurait affaire seulement avec les leaders palestiniens qui « n'étaient pas compromis par la terreur. » Washington, en effet, s'alignait entièrement derrière le gouvernement du Likoud en Israël mené par le premier ministre Ariel Sharon.

Au début d'Avril 2003, les militaires des États-Unis avaient conquis Bagdad. Le 1er mai 2003, Bush annonçait la fin des combats majeurs en Irak dans son mémorable discours sur la « mission accomplie ». Les officiels de haut rang de l'administration et leurs associés néoconservateurs du DPB, de l'AEI, du PNAC, et d'ailleurs ont bientôt commencé à avertir publiquement que la Syrie et l'Iran étaient les prochains sur leur liste. « La libération de l'Irak était la première grande bataille pour le futur du Moyen-Orient, » a écrit Kristol dans le Standard au début du mois de Mai 2003 : « La prochaine grande bataille- qui ne sera pas, nous l'espérons, une bataille militaire - concernera l'Iran. Nous sommes déjà dans une lutte à mort avec l'Iran concernant le futur de l'Irak. » Dans les deux semaines qui ont suivi, l'administration rejetait une offre sans précédent de l'Iran pour négocier sur tous les différents majeurs entre les deux nations, y compris son programme nucléaire et son soutien des groupes armés anti-Israéliens, en échange de garanties de sécurité. L'administration Bush interrompait également tous les contacts diplomatiques avec Téhéran, y compris des entretiens jusqu'alors fructueux pour la stabilisation de l'Afghanistan, après avoir accusé l'Iran d'héberger des militants d'Al-Qaida prétendument liés à une série de bombardements en Arabie Saoudite. Les néoconservateurs étaient euphoriques ; leur agenda était non seulement devenue une politique, mais leur vision d'un « nouveau siècle américain » semblait bien suivre son cours pour devenir une réalité.

L'euphorie a duré la majeure partie de l'été 2003, jusqu'à ce qu'il apparaisse de plus en plus clairement que les prétentions optimistes de l'administration au sujet de sa victoire militaire éclair en Irak et de ses conséquences sur le reste du Moyen-Orient - et sur le reste du monde - se soient révélées profondément erronées. Dans un livre paru vers la fin 2003, Perle et son co-auteur [David Frum](#), un ancien rédacteur des discours de Bush, ont reconnu que le programme des néoconservateurs avait perdu son élan et était de plus en plus menacé. Mais les difficultés, à leur avis, étaient le résultat non pas tant des facteurs externes, telle que l'efficace et totalement imprévue insurrection sunnite, mais plutôt des tentatives menées par les « réalistes » du département d'état et de la CIA, et par des militaires de haut rang, retraités ou en activité, pour changer l'approche en Irak et ailleurs dans la région. Perle et Frum ont déploré : « Nous pouvons sentir que la volonté pour gagner baisse à Washington ; nous sentons le retour à de mauvaises et vieilles habitudes de complaisance et de déni. » [\[1\]](#)

En quelques petites années, les néoconservateurs [\[2\]](#) un petit groupe se décrivant lui-même comme étant composé d' « intellectuels » et leurs alliés parmi les nationalistes agressifs et la droite chrétienne avaient réussi à placer un nouvel agenda radical de politique étrangère, inaugurant une nouvelle ère dans les relations des États-Unis avec le reste du monde. Et ils ont commencé alors à trébucher. Cet article examine l'ascension et le déclin en cours des néoconservateurs et de leur agenda post guerre froide. Du fait que leur agenda se situe a une échelle globale et qu'ils demeurent des acteurs importants -quoique de plus en plus isolés - parmi l'élite de politique étrangère des États-Unis, comprendre les néoconservateurs et comment ils ont réalisé leur succès est une entreprise critique pour quiconque souhaite deviner le devenir de la seule dernière superpuissance du monde. Nous concluons que, bien que les néoconservateurs et leurs alliés partisans d'un nationalisme agressif conservent suffisamment de poids pour entraver les efforts de retournement de la politique étrangère américaine, les événements politiques récents aux États-Unis - y compris la démission du secrétaire de la défense Rumsfeld et son remplacement par Robert Gates - couplés a la débâcle croissante de la politique des Etats-Unis au Moyen-Orient, sont de bonne augure pour l'apparition d'un agenda aligné sur le réalisme pendant les deux dernières années de la présidence Bush.

### **De la Guerre du Golfe au 11 Septembre.**

Le « succès » apparent de l'agenda du PNAC à la mi-2003 provenait de la rencontre de deux agendas distincts, bien que se renforçant mutuellement, qui avaient été présentés par les néoconservateurs et leurs divers partisans pendant la décennie ayant précédé la première présidence de George W. Bush. Peu de temps après la fin de la guerre froide, les néoconservateurs ont commencé à développer un certain nombre d'idées visant a maintenir les Etats-Unis engagés militairement et dominants dans le monde. Les idées naissantes soutenaient une stratégie globale hégémonique dont le noyau comportait deux principaux éléments : assurer la prééminence globale des États-Unis, et changer radicalement le Moyen-Orient en conformité avec une conception partisane de la sécurité d'Israël.

Ces idées ont été au début définies dans deux documents, l'un rédigé par des fonctionnaires de haut rang du Pentagone au lendemain de la guerre du Golfe de 1991, l'autre par un petit groupe de la ligne dure des néoconservateurs ayant des liens étroits avec le parti du Likoud d'Israël. Le premier, une ébauche du Defense Planning Guidance ([DPG](#)), qui a été publiée grâce a des fuites au New York Times et au Washington Post au printemps 1992, offrait un modèle pour maintenir le statut d'unique superpuissance aux États-Unis, conduisant un critique démocratique, Joseph Biden (D-DE), a le critiquer comme étant « littéralement une

Pax americana. » Le second, un rapport de 1996 intitulé « A Clean Break : A New Strategy for Securing the Realm ([une coupure nette : Une nouvelle stratégie pour sécuriser le règne](#)) » était un court mémorandum préparé pour le premier ministre israélien entrant Benjamin Netanyahu. Il présentait une stratégie israélienne envers le Moyen-Orient qui pouvait nettement modifier l'équilibre des forces régionales en faveur d'Israël, lui permettant de se « défaire » du processus de paix d'Oslo et d'imposer efficacement n'importe quelle condition qu'il souhaiterait en vue d'un règlement final avec les Palestiniens et ses autres voisins arabes. Tandis qu'une grande partie du document se concentrait sur la déstabilisation de la Syrie, la première étape dans la stratégie proposée visait l'éviction du Président irakien Saddam Hussein et son remplacement par un gouvernement pro-Occidental.

Ces deux stratégies ont été finalement adoptées par la même coalition de faucons (les néoconservateurs, des nationalistes agressifs, et la droite chrétienne) qui plus tard ont fusionné autour du PNAC à la fin des années 1990. En retour, les stratégies ont aidé à fixer le cours de la politique étrangère des États-Unis juste après le 11 septembre 2001, quand un président des États-Unis n'ayant pratiquement aucune expérience ni intérêt pour les questions internationales prenait le parti, jugé approprié, d'une réponse retentissante - voire même messianique - au traumatisme qui venait juste de s'abattre sur la nation.

### **L'ébauche du Defense Planning Guidance (DPG) de 1992.**

Le DPG est un document classifié régulièrement mis à jour de politique du Pentagone qui décrit les stratégies militaires des États-Unis et fournit un cadre pour former le budget de défense. Après la guerre du Golfe, la tâche de développer le nouveau DPG, le premier depuis la fin de la guerre froide, a incombé à celui qui était alors Sous-secrétaire pour la politique de défense [Paul Wolfowitz](#) et à son aide en chef, [I. Lewis "Scooter" Libby](#), deux des quelques néoconservateurs qui avaient tenu des postes de responsabilité dans l'administration de Bush père. Leur ébauche du texte des règles à suivre préconisait un monde d'après Guerre Froide dans lequel les États-Unis agiraient en tant que garant ultime de la paix et de la sécurité et s'engageraient à « décourager les concurrents potentiels d'aspirer à un plus grand rôle régional ou global. » (D'autres contributeurs comprenaient les fonctionnaires influents [Zalmay Khalilzad](#), [J.D. Crouch](#), et Andrew Marshall, aussi bien que Perle et le fondateur de RAND Corporation, Albert Wohlstetter.) L'ébauche du texte des règles à suivre préconisait un ordre global dans lequel l'intervention militaire des États-Unis deviendrait « un dispositif permanent » et où Washington s'appuierait sur « des assemblées ad hoc » (plus tard connues sous le nom de « coalitions de la volonté » -coalitions of the willing) pour imposer sa volonté, plutôt que sur le Conseil de sécurité de l'ONU. (En dépit du fait d'avoir autorisé l'action militaire des États-Unis dans la première guerre du Golfe, le Conseil de sécurité n'a pas été mentionné dans l'ébauche des règles à suivre.) Ces coalitions ad hoc viseraient avant tout à empêcher - soit par la concertation soit par la confrontation - des rivaux potentiels de menacer l'hégémonie des États-Unis et à empêcher les états voyous d'acquérir des armes de destruction de massive (ADM), en particulier dans des « régions critiques à la sécurité des États-Unis et ses alliés, y compris l'Europe, l'Asie de l'Est, le Moyen-Orient, et l'Asie du sud-ouest, et le territoire de l'ancienne Union Soviétique. »

Quand l'ébauche du DPG a fait l'objet de fuites dans la presse, elle a provoqué une tempête de controverses. Les Démocrates ont accusé cette stratégie estimant qu'elle conduirait la nation à la faillite et la transformerait en « gendarme global, » l'impliquant dans des guerres sans fin. D'autres fonctionnaires de haut rang, parmi les réalistes de l'administration de

George H.W. Bush, essayant à la suite de la guerre du Golfe de rassurer le monde sur le fait que Washington accepterait des contraintes sur sa liberté d'action, ont rapidement désavoué son contenu. Selon certaines sources, Wolfowitz et Libby étaient sur le point d'être renvoyés en raison de la polémique mais ont été sauvés par leur patron [Dick Cheney](#), alors secrétaire de la défense, qui a accepté d'atténuer sensiblement le document dans sa forme finale.

Mais l'ébauche DPG et le noyau de ses idées ne disparaissaient pas entièrement. Cheney lui-même était impressionné par le document, et aurait demandé à Khalilzad, l'auteur principal de l'ébauche, de « suggérer de nouvelles justifications pour notre rôle dans le monde. » Le chroniqueur [Charles Krauthammer](#) du Washington Post était également impressionné. « Quelle est l'alternative ? » s'interrogeait-il. « L'alternative se trouve dans les porte-avions japonais patrouillant le détroit de Malacca, et l'Allemagne nucléaire dominant l'Europe. » Pour Krauthammer et tout autre cadre néoconservateur, la vision du DPG d'un monde « unipolaire » non seulement était pertinente, maintenant que l'Union Soviétique faisait partie de l'histoire, mais constituait également une nécessité stratégique et morale - qui a été élaborée plusieurs années après par le PNAC. L'ébauche DPG arrivait finalement et fournissait l'ossature permettant de forger un nouveau consensus adopté aussi bien par les néoconservateurs (comme Libby et Perle), des nationalistes agressifs (comme Cheney, Rumsfeld, et [John Bolton](#)), aussi bien que des alliés-clés au sein de la droite chrétienne, et même quelques interventionnistes libéraux du Parti Démocrate.

Une réaffirmation précoce de certaines des idées contenues dans l'ébauche DPG est survenue en 1996, quand William Kristol et [Robert Kagan](#) ont publié un essai notable, intitulé « vers une politique étrangère Néo-Reaganienne, » dans le magazine Foreign Affairs. Kristol et Kagan, tous deux néoconservateurs de seconde génération (William est le fils du fondateur du néoconservatisme [Irving Kristol](#), et Robert le fils de [Donald Kagan](#)), ont exalté une philosophie de « grandeur nationale » et ont appelé les Etats-Unis à exercer rien de moins qu'une « hégémonie globale bienveillante. » L'hégémonie des États-Unis, ont hardiment affirmé les auteurs, « serait basée sur la compréhension que les buts moraux et les intérêts nationaux fondamentaux [de l'Amérique] sont presque toujours en harmonie. » L'essai, qui visait principalement à contrecarrer une tendance isolationniste croissante qui s'était développée dans le congrès à dominante Républicaine, demandait, entre autres, à ce que Washington poursuive une stratégie globale pour « contenir, influencer, et finalement chercher à changer le régime de Pékin, » reflétant autant le besoin néoconservateur chronique d'un ennemi contre lequel on peut mobiliser l'opinion publique que le consensus croissant au sein des intransigeants de la politique étrangère proclamant que la Chine (et non pas le Japon ou une Europe dominée par l'Allemagne) représentait la plus grande menace à l'hégémonie des États-Unis dans l'ère post Guerre Froide. Dans leur appel pour une hégémonie résolue, les auteurs étaient clairement inspirés par l'ébauche DPG, une inspiration qui a été rendue explicite dans les premières publications du [think tank] Projet pour le Nouveau Siècle Américain [Project for the New American Century- PNAC], créé par les deux auteurs l'année suivante en un effort d'institutionnaliser les idées développées dans leur essai.

Le PNAC a été fondé en 1997 avec l'établissement de sa « Déclaration de principes, » qui pariait sur le fait d' « arriver à un leadership américain global et d'arriver à rassembler un soutien en sa faveur. » Insistant sur ce qu'il a appelé « les éléments essentiels du succès de l'administration Reagan, » notamment « un pouvoir militaire fort » prêt à relever « les défis présents et futurs, » le rapport déclarait : « Une politique Reaganienne de force militaire et

de clarté morale peut ne pas être à la mode aujourd'hui. Mais elle est nécessaire si les Etats-Unis doivent se construire à partir de leurs succès du siècle passé et assurer notre sécurité et notre grandeur dans le prochain. » Parmi les 25 signataires de la charte du PNAC se trouvaient huit personnes qui deviendront des officiels de haut rang de la future administration du Président George W. Bush, dont sept – Cheney, Rumsfeld, Wolfowitz, Libby, Khalilzad, [Peter Rodman](#), et [Elliott Abrams](#) – joueront des rôles essentiels en accomplissant l'agenda du PNAC cinq ans plus tard. La plupart des autres -notamment le leader de la droite chrétienne [Gary Bauer](#) ; l'ancien secrétaire de l'éducation [William Bennett](#) ; [Eliot Cohen](#), membre du DPB ; et le Président du [Center for Security Policy](#), [Frank Gaffney](#) (aussi bien que Kristol et Kagan eux-mêmes) – travailleront étroitement avec ces membres internes de l'administration en essayant d'obtenir un soutien public en faveur de l'action agressive, d'abord contre Arafat de l'OLP et Saddam Hussein de l'Irak, et puis contre la Syrie et l'Iran [3] .

*A suivre.*

*James R. Lobe est journaliste, responsable du bureau de Washington de l'agence Inter Press Service. Il a également collaboré à Foreign Policy In Focus, Oneworld.net, Altnet, TomPaine.com et Asia Times.*

Michael Flynn est le directeur de publication de [Right Web](#)

Article original en anglais: <http://rightweb.irc-online.org/rw/3713>

Traduction Karim Loubnani pour [Contre Info](#).

La source originale de cet article est [Rightweb](#)  
Copyright © [Jim Lobe](#) et [Michael Flynn](#), [Rightweb](#), 2007

Articles Par : [Jim Lobe](#) et  
[Michael Flynn](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)